

# Ce à quoi les Français tiennent

[La Croix](#) (14/8/09)

La dernière enquête sur les valeurs des Français dessine un pays soucieux de liberté dans la sphère privée et d'égalité dans le domaine social. La famille reste de loin la valeur phare

## La famille reste la valeur phare des Français (photo Ciric / Corinne Simon)



«Dis-moi quelles sont tes valeurs, je te dirai qui tu es. » Pour qui croit la maxime légitime, la lecture de [l'enquête sur les valeurs des Français – version 2008](#) – se révélera indispensable. Réalisée à l'échelle européenne depuis 1981 tous les neuf ans, cette étude offre en particulier une radioscopie unique de l'univers des valeurs et croyances des Français . Au fil des pages, elle permet de dessiner le socle de leurs références communes, le fil qui les tient ensemble, tout en autorisant [des comparaisons sur la durée](#).

En tête du palmarès 2008, la famille reste la valeur phare des Français, qui la considèrent « très importante » (87 % des personnes interrogées), assez loin devant le travail (68 %) et « les amis et les relations » (50 %). Cette préférence n'est pas une surprise : la famille garde la place de tête qu'elle occupait déjà lors des précédentes enquêtes analogues, et le tiercé gagnant ne s'est pas modifié au fil des ans.

Le coup de sonde donné du côté de l'éducation est tout aussi instructif. Interrogés sur les qualités à valoriser dans l'éducation des enfants, les Français donnent la priorité à « la tolérance et (au) respect des autres », considérés par plus de huit Français sur dix comme des qualités particulièrement importantes.

Là encore, la continuité : « De tous les choix possibles, la tolérance constitue, quelle que soit l'année, la valeur ou qualité la plus souvent choisie par les enquêtés, commente Guillaume Roux, chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques. Elle apparaît ainsi comme une valeur centrale et même prioritaire. »

## La mise en avant des "bonnes manières"

En deuxième position, les Français font figurer « les bonnes manières » (retenues par plus de sept Français sur dix), puis « le sens des responsabilités » (plus de six Français sur dix). Évoluant du sixième rang en 1981 au deuxième en 2008, les « bonnes manières » ont le vent en poupe.

Pour le sociologue Nicolas Herpin, cette progression n'est pas surprenante : elle est à mettre en parallèle avec la tertiarisation des emplois et une société qui valorise de plus en plus la représentation de soi. « De façon précoce, il faut apprendre à se présenter, à entretenir des liens divers et à se construire sa propre image », commente-t-il.

Attentif aux évolutions de long cours, Pierre Bréchon, professeur à l'IEP de Grenoble, voit se dessiner dans

l'enquête 2008 le visage d'une « société d'individualisation », qu'il distingue d'une « société d'individualisme ». Si l'individualisme repose sur « le culte du chacun pour soi », l'individualisation correspond « à une culture du choix, chacun affirmant son autonomie, sa capacité d'orienter son action sans être contrôlé ou contraint », précise le politologue.

De fait, les relations de l'individu au groupe, du privé au collectif, demeurent complexes dans l'Hexagone. Les Français ne cèdent pas au chacun pour soi, mais ils s'intéressent d'abord à leur cercle familial proche (pour 86 %). Viennent ensuite les personnes âgées (67 %), puis les personnes malades ou handicapées (67 %), qui font l'objet d'une sollicitude en hausse.

### **La valorisation de la solidarité**

De même, la valorisation de la solidarité, qui reste moyenne dans l'opinion, n'empêche pas la France d'être « une société de défiance » où seul un petit quart des personnes interrogées se déclarent prêtes à accorder spontanément leur confiance à autrui.

Dans le domaine privé, les Français sont de plus en plus jaloux de leur autonomie. Ils ont plus nettement tendance à considérer que les choix concernant leur vie personnelle n'ont à recevoir aucune justification ou approbation sociale. Cette évolution est manifeste, par exemple, dans la transformation du regard porté sur l'homosexualité. En 1981, 49 % des personnes interrogées considéraient que l'homosexualité « ne pouvait jamais se justifier ». Dans la dernière enquête, ils ne sont plus que 19 % à faire leur cette opinion.

Les Français se montrent en revanche plus partagés sur la possibilité d'adoption par les couples homosexuels : 46 % d'entre eux se disent « pas du tout ou plutôt pas d'accord » avec cette possibilité, tandis que 39 % sont « tout à fait ou plutôt d'accord ».

La ligne de partage entre l'espace de l'individu et celui de la société se dessine ici avec une certaine clarté : si l'homosexualité en tant que choix personnel soulève de moins en moins d'opposition, l'adoption – faisant intervenir un tiers, l'enfant – n'est pas considérée comme relevant du seul domaine de la vie privée et entre par conséquent dans le champ de la régulation sociale.

### **L'égalité passe devant la liberté**

Du côté de la vie collective, justement, l'enquête 2008 apporte également son lot d'enseignements et de nouveautés. Invités à choisir entre les valeurs de liberté et d'égalité, les Français font passer la seconde devant la première (57 % contre 40 %), pour la première fois depuis quarante ans ! C'est le résultat d'une tendance de fond, qui s'affirme depuis le début des années 1980, venant contredire l'opinion commune selon laquelle la société française serait toujours plus sensible aux sirènes du libéralisme.

D'autres données confirment ce résultat : en 2008, les Français se montrent plus favorables à une régulation de l'économie par l'État, ils ont une confiance en hausse dans les syndicats (huit points de plus par rapport à 1999) et se méfient davantage des grandes entreprises, qui devraient être « plus sérieusement contrôlée » aux yeux de 42 % d'entre eux – ils n'étaient que 28 % à partager cette opinion lors de la dernière enquête.

Autre résultat notable, le net déclin de l'anti-autoritarisme. Pour 79 % des personnes interrogées, ce serait « une bonne chose qu'on respecte davantage l'autorité » (contre 60 % en 1999). « La demande d'autorité est avant tout une demande d'ordre public, précise Étienne Schweisguth, directeur de recherche au CNRS. Elle ne traduit aucune montée d'un “ordre moral” qui viserait à revenir à l'ordre ancien dans la sphère privée. » La demande d'ordre public s'explique plutôt par le déclin de l'idéologie anti-autoritaire des années 1960 et la prégnance croissante des questions de sécurité.

### **"La montée des valeurs humanistes"**

Ce besoin se conjugue à un sentiment national en progression et une « fierté d'être Français » très largement partagée. Il ne s'agit pas pour autant d'un retour à une identité nationale cocardière et frileuse : au contraire, l'enquête fait apparaître une baisse sensible de la xénophobie et d'une « préférence nationale » à l'emploi.

« La montée des valeurs humanistes est une réalité qui se poursuit et s'affirme, concluent Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia, coordinateurs du volet français de cette enquête européenne. Les valeurs de tolérance sont en nette progression et la xénophobie est en baisse sensible. » À lire les résultats de l'enquête, toutes les valeurs associées à l'ouverture sont au beau fixe, mais c'est bien l'individu qui fixe le cap, avec une indépendance jalouse. Liberté privée, ordre public : telle est l'équation fétiche des Français.

**Elodie Maurot**